

PCF

Parti  
Communiste  
Français

# L'Humain d'abord

Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF  
Semaines du 3 au 16 décembre 2012 – n°112

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

## Un communisme nouvelle génération

**Le PCF a reçu 400 de ses nouveaux adhérents, samedi 10 novembre, à son siège national : la preuve du renouveau de ses militants, mais aussi de ses idées.**

«Oubliez tout ce que vous pensez savoir. Vos grilles de lecture sont périmées.»

L'avertissement est lancé par le secrétaire national du Parti Communiste, Pierre Laurent, aux journalistes invités, faire-part à l'appui, à venir «enterrer l'enterrement du PCF». Un peu «potache», s'amuse le dirigeant communiste, mais l'objectif est bel et bien de sonner le glas du déclin et de la mort maintes fois annoncés de son parti. Les quelque 400 nouveaux adhérents réunis ce week-end au siège du PCF, place du Colonel-Fabien, à Paris, ont donné un visage à cette nouvelle génération de communistes souvent occultée. **Un visage, mais aussi une force d'engagement et d'idées.**

Des terrasses au sous-sol du bâtiment d'Oscar Niemeyer, ces nouveaux venus se croisent et se découvrent. Les âges sont aussi divers que les horizons desquels ils sont, les uns et les autres, issus. Parmi les 6.500 adhésions réalisées en 2012 dont ils sont, ce jour-là, les représentants, on compte «des jeunes mais aussi des syndicalistes aguerris, des gens qui accompagnaient jusque-là nos idées sans s'engager dans le combat militant», relève Pierre Laurent, en marge de l'événement. Alors après la visite, vient l'heure de témoigner.

Sous la coupole bondée du siège, Elvire, elle-même adhérente depuis février seulement, les invite à livrer «l'élément déclencheur» qui leur a fait sauter le pas. Les réponses ne se font pas attendre. Pour certains, **c'est la campagne électorale du Front de gauche**. À l'instar de Christophe qui a «pris sa carte» en mars, à la Bastille, ou de Fabien, un jeune magasinier de 22 ans, qui s'est reconnu dans «les idées de Mélenchon» et a rencontré les communistes dans sa ville. Cette proximité est, pour beaucoup, la clé. **«Avant, je ne votais pas, je pensais que la politique, ce n'était pas fait pour les gens comme moi»**, explique Pauline, convaincue par les élus de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne) mobilisés même «lorsqu'il n'y a pas d'élection». Même tonalité chez Fatima qui a d'abord côtoyé les communistes lors des luttes pour l'école de son quartier de la Goutte d'or (Paris 18e). La «**tournure de la crise**», le «**poison des marchés**», le «**capitalisme destructeur**», autant que la «force du collectif» ou «la solidarité» figurent parmi les multiples raisons invoquées. Comme Patrick, Marie-Jo a, elle, décidé de «compléter» son engagement syndical, tandis qu'Arnaud ou Amina ont décidé de retrouver leur «famille» après une période de rupture.

S'il y a eu des moments difficiles, «nous sommes passés en dynamique offensive», déclare Pierre Laurent devant cette «nouvelle génération de communistes» qui s'affirme, selon lui, aux côtés d'«un communisme de nouvelle génération» **fondé sur «la force du partage»**. Car, explique-t-il, «l'idée grandit en France mais aussi en Europe et dans le monde qu'il n'est plus possible de borner l'horizon de la société aux logiques capitalistes destructrices». Un renouveau à la source d'une nouvelle campagne de communication : «Je suis communiste et ça fait du bien!» Car, justifie le dirigeant communiste en présentant les affiches, «ça fait du bien de partager. Ça fait du bien d'échapper à l'assignation d'être des vainqueurs, des agressifs, des égoïstes. Du bien à la France, à notre société, à notre avenir commun, tout simplement».

**Les rendez-vous à suivre du congrès du PCF** Après la rencontre avec les nouveaux adhérents à son siège national, le PCF a programmé d'autres rendez-vous dans le cadre de la préparation de son 36e Congrès, qui se déroulera du 7 au 10 février, à Aubervilliers.

Prochaine étape dans le Nord, le 24 novembre, avec «un grand rassemblement consacré à (sa) conception du redressement productif de la France, de la classe ouvrière, de l'industrie, du travail, et à une nouvelle conception du développement productif».

Les 14 et 15 décembre, les adhérents du Parti seront appelés à choisir leur texte commun, mais ce week-end sera aussi celui de la «grande rencontre» dans les quartiers populaires de Marseille autour des thèmes de «la République, de l'égalité et de la lutte contre toutes les formes de discriminations et de division».

Plus tard, courant janvier, deux rendez-vous à Paris seront consacrés au «sens et à la portée de l'engagement communiste».

**Lire aussi :** Points de vue de nouveaux adhérents ; 36ème congrès du PCF : Le Parti communiste français est mort...1 700 000 fois sur Google ! ; Éliane Assassi : «Nous représentons une force dans ce pays!»

## Agenda

Réunion Indignés lundi 18H30

Réunions soutien aux Roms

le mardi 19h30 pique-nique ensemble quai de Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce quai illégalement privatisé par quelques-uns

**LUNDI 3 DÉCEMBRE 20H30**

Espace les Ursules Thonon conférence laïcité et république. Par Jean BAUBÉROT, historien et sociologue, Professeur émérite de l'École Pratique des Hautes Études en partenariat avec les Délégués Départementaux de l'Éducation Nationale Université Populaire Du Chablais

Mardi 4 stand CGT pour la foire St-

André + le repas traditionnel

**MERCREDI 5 19H** repaire Là-bas

si j'y suis au Dersim - Meythet **20H** ciné-débat Le Parnal Thorens :

« Le Capital », avec ATTAC74

**Vendredi 7 20h30** Agora Bonneville Conférence « À la découverte du langage cinématographique »

avec Abderrahmane BEKIEKH

**20h30** Salle Geneviève Sous

l'église des Bressis 1 av de Prelevet Cran Gévrier. Spectacle-débat : le monde ne sait plus sur quel pied danser, faisons-le valser !

<http://www.freddubonnet.net/#!le-monde-ne-sait-plus-sur-quel-pied>

**Samedi 8 15h** place Félix Poulat **Grenoble : manif pour tous les sans papiers. Rendez-vous car 7**

**rue des Usines 13H** Inscription : [collectif.urgence.roms.74@gmail.com](mailto:collectif.urgence.roms.74@gmail.com)

**JEUDI 13 DÉCEMBRE 14 H - Rassemblement CGT Préfecture**

**GRÈVE AU MINIMUM LE TEMPS DE LA MANIF**

L'HUMANITÉ DIMANCHE  
MITTAL FLORANGE La France a besoin de son acier!  
LA VÉRITÉ SUR LA FLEXIBILITÉ...  
VIE QUOTIDIENNE HORAIRES DE TRAVAIL POUVOIR D'ACHAT  
RÉVÉLATIONS PAGE 12  
NOTRE SÉLECTION

## Le refus de nationaliser laisse Florange et les salariés dans les griffes de Mittal

On connaît dorénavant le scénario de Jean Marc Ayrault. Il annonce un accord avec Mittal pour éviter un plan social et la poursuite de l'activité à Florange. Le scénario du premier ministre a déçu les 650 salariés car il peut tourner vite en mauvais film, ces prochains mois. Comment faire confiance à l'investisseur Mittal et à ses engagements, d'autant que les hauts fourneaux restent fermés et ne redémarrerons pas à court terme ? Comment croire à des investissements de Mittal de 180 millions d'euros en 5 ans bien insuffisants quand le PDG indien ferme depuis des années tous ces sites en Europe ?

Le gouvernement s'est refusé à nationaliser un secteur industriel stratégique. La solution annoncée n'est pas à la hauteur, au vu de l'enjeu industriel. La seule garantie qu'aurait dû prendre le premier ministre aurait été de prendre la main avec une majorité de blocage au sein du conseil d'administration sur la base d'investissements publics, garantissant l'avenir de Florange.

## Florange - André Chassaigne demande la nationalisation



Question d'André Chassaigne au nom du groupe des députés communistes et du Front de gauche lors des questions au gouvernement, le 28 novembre 2012. Extraits.

[...] il est urgent de changer radicalement de politique économique en mettant la finance au service de l'économie et non l'inverse.

C'est en visant cet objectif que les outils d'intervention de l'État doivent être diversifiés. Il est temps que l'État prenne des participations, non pas pour socialiser les pertes et privatiser les profits, mais pour redynamiser des secteurs clés de l'économie, dans l'intérêt général.

C'est à ce titre que les députés communistes et du Front de Gauche appellent à la nationalisation du site Arcelor-Mittal de Florange. Cette prise de participation, loin d'être temporaire, doit être pérenne. Elle doit viser la préservation de l'activité et de l'emploi, ainsi que la mise sur pied d'un véritable projet industriel durable pour la sidérurgie lorraine, française et européenne. Elle doit permettre aux salariés de bénéficier de nouveaux droits et d'une participation largement accrue aux décisions de l'entreprise.

## Aidons Jérôme Cahuzac à distinguer sa gauche de sa droite

Le ministre du Budget s'en est pris aux sénateurs communistes qui n'ont pas voté le budget recette de 2013. « Au nom de quoi les communistes seraient-ils les arbitres des élégances à gauche ? Au nom de quoi ce sont eux qui estiment que telle politique est de gauche et telle autre ne l'est pas ? » s'est-il interrogé. Ne laissons pas le ministre du Budget dans l'incertitude. Nous sommes prêts à aider Jérôme Cahuzac à distinguer sa gauche de sa droite. Il peut commencer à reprendre les propositions budgétaires portées par la majorité de gauche au Sénat l'année dernière. Un budget de gauche existe, nous l'avons rencontré ! Pourquoi, ce qui était défendu par l'ensemble des groupes de gauche au sénat face à la droite deviendrait aujourd'hui une inélégance pour J. Cahuzac.

Ne laissons pas le ministre sans boussole. Pour cela quelques exercices à renouveler matin, midi et soir pendant la session parlementaire. La gauche, c'est la défense des opprimés, des exploités, du monde du travail. La droite, c'est le contraire. La gauche n'est pas sur ses valeurs et ses combats quand le Medef, la droite et les marchés financiers affichent un large sourire devant le pacte de compétitivité et les 20 milliards de cadeaux fiscaux aux entreprises, sans la moindre garantie pour l'emploi, les salaires, l'investissement et la recherche. L'abstention du groupe communiste au Sénat est un vote de gauche au nom de toutes celles et ceux qui, au printemps dernier, ont fait le choix du changement. En cas de rechute, nous conseillons à Jérôme de Cahuzac de se passer en boucle le discours de François Hollande au Bourget, "l'ennemi, c'est la finance".

Pierre Laurent sur France Inter à propos du vote des sénateurs communistes sur le projet de Loi de finance 2013.

## Lutter contre le sida, c'est rompre avec l'austérité dans les politiques de santé

A l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le Sida, le PCF s'associe cette année encore à la mobilisation pour la manifestation du 1er décembre. A l'appel d'Act Up, le PCF était mobilisé Place Baudoyer Paris, à 18h30.

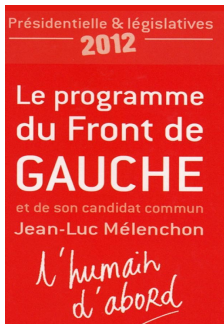
L'épidémie de sida continue ses ravages depuis maintenant 30 ans et appelle la mise en œuvre de moyens à la hauteur, ce qui est toujours loin d'être le cas. En particulier, les mesures de prévention ne sont toujours pas engagées de manière soutenue par les pouvoirs publics.

Notre système de santé s'est dramatiquement dégradé après 10 années de gouvernement de droite. Déremboursements, franchises, restes à charges ont contraint de nombreux malades à renoncer à se soigner, dans un contexte de précarisation du monde du travail, d'aggravation du chômage et de montée des exclusions. La prévention et la promotion du dépistage n'ont quant à elles fait l'objet d'aucune campagne de la part de l'État. Les droits au séjour des étrangers, y compris ceux qui, atteints par le VIH, voudraient accéder aux soins en France, ont été scandaleusement remis en cause. La situation des malades en prison n'a fait l'objet d'aucune attention des pouvoirs publics.

L'irresponsabilité de la droite au pouvoir dans le domaine de la lutte contre le VIH a été totale et appelle maintenant à une rupture claire et ferme. La nouvelle majorité de gauche ne sera crédible dans sa lutte contre le sida que si elle rompt avec les politiques d'austérité, la conception libérale de l'exercice de la médecine, la gestion comptable de l'hôpital public, la recherche du profit maximum dans tous les domaines de la santé, les brevets internationaux sur les médicaments qui interdisent une diffusion de traitements génériques accessibles dans les pays les plus pauvres.

Il est aujourd'hui possible de vivre bien malgré sa séropositivité sans banaliser les risques du VIH. La lutte contre le VIH (dépistage, prévention, traitements, accompagnement) doit devenir enfin, non en paroles mais en actes, une priorité de la solidarité nationale et internationale.

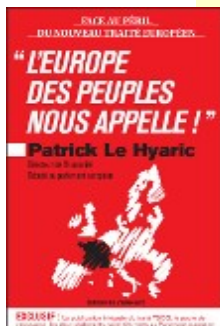
**Parti Communiste Français** (Collectif LGBT du PCF - Fier-e-s et Révolutionnaires et Commission santé protection sociale PCF)



### A lire

**L'Humain d'abord**, programme du Front de Gauche. Demandez-le aux militants PCF : 2€.

Patrick Le Hyaric, directeur de l'Humanité et député européen, décrypte les menaces du nouveau traité européen.



## **Palestine/ONU : Le PCF exprime sa très grande joie**

Le PCF exprime sa très grande joie devant le vote remarquablement positif de l'Assemblée générale de l'ONU. Il partage l'émotion des palestiniens qui manifestent à Ramallah, et ceux de toute la Palestine.

Les 139 voix obtenues par la résolution palestinienne est une victoire pour le peuple palestinien. La Palestine vient d'obtenir le statut d'État observateur aux Nations Unies c'est une avancée réelle qui change la donne juridique et politique internationale sur la question de Palestine. La colonisation et l'occupation militaire seront désormais encore plus intolérables et injustifiables qu'elles ne l'étaient puisqu'elles bafouent maintenant les droits d'un État reconnu comme observateur par l'ONU.

La France - qui a voté pour - et ses partenaires européens devront tenir compte de cette nouvelle situation et s'engager dans une politique de la contrainte vis à vis de l'État d'Israël qui doit faire l'objet de sanctions tant qu'il persistera à se moquer du droit international et des résolutions de l'ONU en continuant la colonisation et la dépossession du peuple palestinien. Les 9 voix négatives recueillies contre la résolution palestinienne sont un camouflet pour Israël et pour les États Unis qui se sont fait isoler par une très large majorité d'états membres des Nations Unies.

Le PCF et le Mouvement de la Jeunesse Communiste de France (MJCF) vont engager une grande campagne de solidarité avec le peuple palestinien et avec toutes les forces progressistes et anticolonialistes au Proche Orient et en Israël afin que ce combat pour la justice et pour la paix prenne une nouvelle dynamique.

## **Il faut sauver l'École d'architecture de Nanterre**

« Véritable manifeste architectural du 20e siècle », «...Bâtiment de haute qualité (qui) fait partie de l'identité patrimoniale de la Ville de Nanterre », c'est en ces termes que la délégation permanente de la commission régionale du patrimoine et des sites d'Île-de-France, interpellée par les Amis de l'École d'architecture de Nanterre, s'exprimait le 5 juillet 2005.

Pourtant l'école d'architecture de Nanterre, une construction remarquable due à Jacques Kalisz (1971), est fermée et désaffectée depuis 2004.

Si chacun s'accorde — professionnels de l'architecture, historiens, élus, presse et pouvoirs publics — pour plébisciter cette construction exemplaire, elle est néanmoins laissée à l'abandon depuis sa fermeture. Certaines vitres et panneaux de façade sont brisés ; les cloisons intérieures sont dégradées ; les faux plafonds effondrés jonchent le sol de ce bâtiment qui n'est plus entretenu ni gardienné depuis des années... Les précédents gouvernements, bien qu'alertés par les associations DOCOMOMO France et Les Amis de l'école d'architecture de Nanterre sont restés sourds aux mises en garde des professionnels et des élus, et n'ont strictement rien fait pour protéger l'édifice d'une inéluctable dégradation, ni pour imaginer de le réaffecter utilement. Mieux encore : le Service des Domaines procède actuellement à sa mise en vente ! Ce ne sont pourtant pas les propositions de réaffectation qui manquent, recensées par l'association des Amis de l'école ou par les élus nanterriens, comme par exemple le regroupement sur le site des archives et activités de l'Institut français d'Architecture, le fonds du FRAC <sup>Île-de-France</sup>, la réimplantation d'une nouvelle école d'architecture (tant sont grands les besoins), la réalisation d'ateliers d'artistes ou d'espaces culturels associatifs, un centre de recherche d'agriculture urbaine..., sans que cette liste ne soit limitative.

Le Parti Communiste Français demande instamment au Ministère de la Culture :

□ qu'il exige des services concernés de l'État l'arrêt de tout projet d'aliénation-privatisation du site ;

□ qu'il prenne immédiatement les mesures urgentes indispensables à la préservation du bâtiment afin d'empêcher que les dégradations subies ne deviennent irréversibles ;

□ qu'il réunisse l'ensemble des acteurs concernés — services de l'État, collectivités locales (Commune et Région), professionnels de l'architecture et de l'urbanisme, et l'association Les amis de l'école d'architecture de Nanterre — en vue d'analyser la totalité des hypothèses de reconversion actuellement recensées.

Le Parti Communiste Français considère que l'État faillirait à toutes ses missions s'il laissait à l'abandon cet édifice, éminemment représentatif de l'architecture française de la fin du 20e siècle tant par les innovations techniques et formelles qu'il mettait en œuvre que par cet « autre regard » qu'il portait sur la place de l'architecture dans la cité.

On peut s'associer à la pétition pour la sauvegarde de l'école en suivant ce lien : <http://www.mesopinions.com/Pour-la-sauvegarde-de-l-ecole-d-architecture-de-Nanterre--La-Defense---Paris--petition-petitions-270c2eef9432a599e87aeaa9cf8e40cb.html>

## **Clause de conscience : « une proposition humiliante »**

François Hollande a annoncé devant les Maires de France son intention d'introduire une clause de conscience pour les Maires qui refuseraient de célébrer des mariages de couples de même sexe. Cette proposition est scandaleuse. Elle est humiliante pour les couples de même sexe qui aspirent à l'égalité. Surtout, elle constitue un recul terrible du Président de la République sous la pression des lobbies réactionnaires qui se sont exprimés ce week-end, souvent de manière violente.

Le PCF n'admet pas que la loi sur le mariage pour tous puisse souffrir d'exception. Aucune clause de conscience ne saurait valoir dans ce domaine. Accorder la liberté de conscience aux Maires qui refusent le mariage pour tous, c'est donner bonne conscience aux homophobes.

Le PCF mènera le combat pour que le projet de loi, trop timide, sur le mariage pour tous puisse bénéficier de réelles avancées. C'est le sens des propositions de loi déposées dès cet été par Marie-George Buffet et André Chassaigne. C'est d'égalité des droits et d'émancipation humaine dont il s'agit.

## **Eurogroupe : « un sauvetage du capital négocié sans les grecs » (PGE/PCF)**

L'Eurogroupe annonce un accord sur le versement d'une somme de 34,4 milliards d'euros à l'État grec le 13 décembre et sur la réduction de sa dette à hauteur d'environ 40 milliards d'euros. Un « sauvetage » de la Grèce ? Non, un sauvetage du capital négocié sans les grecs, entre Angela Merkel et Christine Lagarde. Les doux euphémismes et les enrobages ont assez duré. Il y a au moins 3 vérités à rétablir pour comprendre ce qui se joue aujourd'hui.

D'abord, cet argent, fruit du travail des européens, n'ira pas au peuple grec et ne servira pas ou plus à bâtir une économie saine. Sur les 34,4 milliards, 23,8 serviront à rembourser cash les banques, qui continueront à spéculer allègrement au lieu de financer l'économie des pays, tant que les règles ne seront pas changées.

Deuxièmement, le peuple grec a déjà payé la crise de la finance. Et ces fonds ne sont dégagés que si les « \_\_\_\_\_ » de la troïka et les engagements du gouvernement Samaras sont respectés, c'est à dire si les cures d'austérité sont appliquées. La crise humanitaire ne fait que commencer.

Dernière vérité : bloquer le financement de l'économie réelle, casser les services publics, le travail et la protection sociale... c'est faire augmenter la dette et repousser à des dizaines d'années son remboursement. D'où l'allègement ridicule qui devrait assurer que la dette ne dépasse pas les 124% du PIB d'ici 2020, alors qu'elle était autour de 80% avant la crise.

Le Parti de la gauche européenne (PGE) réaffirme son soutien à SYRIZA-FSU car le redressement de la situation en Grèce passe par un changement politique vers le progrès, et organisera en 2013 un sommet sur la dette. Les politiques d'austérité doivent cesser, une annulation des dettes illégitimes et un investissement massif pour relancer l'économie grecque et créer de l'emploi doivent être des priorités.

## **Le Conseil national du PCF (21 nov.) décide d'une grande campagne nationale contre l'austérité**

Suite au rapport présenté par Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF, le conseil national a décidé d'engager, avec le Front de gauche, une grande campagne nationale contre l'austérité.

En France, des salariés, les organisations syndicales ne baissent pas les bras. Des citoyens, des économistes, des pans entiers de notre société n'acceptent pas l'idée que la gauche va de nouveau se fracasser contre ce mur de la finance. C'est aussi vrai en Europe.

C'est en pensant à ces forces disponibles que nous proposons une grande campagne nationale sur le thème « l'alternative à l'austérité, c'est possible ». Le PCF propose au Front de gauche de s'y engager très fortement, d'en faire notre feuille de route des six prochains mois, et d'y associer toutes celles et ceux qui veulent en être. Nous proposons une implication citoyenne très large : grand meeting national de lancement avec une série de réunions publiques en régions, organisation de votations citoyennes, de marches contre l'austérité, assemblées, ateliers législatifs, journées de mobilisation sur des questions précises permettant de faire la démonstration que des solutions existent. Nous allons proposer des mesures plus justes socialement et bien plus efficaces économiquement.

La coordination du Front de gauche a réagi très positivement à cette proposition d'une grande campagne nationale contre l'austérité dont l'objectif politique pourrait se résumer à une idée : dans 6 mois, nos concitoyens qui se retrouvent dans des valeurs de gauche seront-ils résignés, abattus, où au contraire dans un esprit de combativité contre l'austérité, mobilisés pour obtenir un changement de cap au nom de ceux qui ont fait le choix du changement ?

Le rapport d'Olivier Dartigolles : Engager la contre-offensive face aux forces de l'argent et mettre le cap à gauche <http://www.pcf.fr/31709>

## **L'AFPA doit vivre et se développer**

Le PCF soutient la manifestation des salariés de l'AFPA. Ceux-ci sont en lutte pour leur emploi et le devenir d'une formation professionnelle publique pour les adultes en France. Le gouvernement doit faire le bon choix. Au moment où 20 milliards d'euros de cadeaux fiscaux ont été faits aux entreprises, va-t-il abandonner le secteur de la formation professionnelle au secteur privé comme l'exigent les directives de l'Union Européenne ?

L'AFPA minée par la loi de décentralisation de Raffarin ne doit pas être démantelée en 22 entités régionales. Son budget doit être revu à la hausse. Son action, celle de former nombre d'adultes au marché du travail, est une des seules pistes réellement sérieuses pour arrêter l'enfoncement dans la crise que connaît notre pays. L'AFPA doit vivre et se développer !

Avec les salariés, le PCF défend le maintien d'une AFPA nationale et le développement de ses activités de formation, des modes de financement qui sécurisent et structurent ses missions pour aller vers la reconstitution d'un vrai service d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement pour les stagiaires de la formation professionnelle.

Olivier Dartigolles, porte parole du PCF

## **Monsieur le Président : il faut amnistier les syndicalistes !**

<http://andrechassaigne.over-blog.com/article-monsieur-le-president-il-faut-amnistier-les-syndicalistes-112949338.html>

Les cinq dernières années passées sous la présidence de Nicolas Sarkozy auront constitué pour le monde du travail un désastre incommensurable, avec la destruction méticuleuse et méthodique du modèle social français. Du système des retraites au code du travail, en passant par la protection sociale et les services publics, aucune spécificité sociale française n'aura échappé au rouleau compresseur libéral.

Beaucoup de nos concitoyens se sont légitimement engagés dans des mouvements sociaux. Ils se sont exprimés pour faire respecter leurs droits fondamentaux, protéger leurs conditions de travail, préserver l'emploi, les services publics, un système de protection sociale efficace et solidaire, leur environnement. Alors qu'ils défendaient l'intérêt général, nombre d'entre eux ont fait l'objet de sanctions pénales, disciplinaires et de licenciements. L'objectif du pouvoir précédent était clair : imposer par la force la vision d'une société divisée, de chacun pour soi, où seules les logiques de l'argent dominent.

Et ce travail de casse sociale a été accompagné par une politique visant à criminaliser l'action syndicale. Sous tout le quinquennat de Nicolas Sarkozy, de nombreux syndicalistes ont été attaqués pénalement du fait directement de leurs actions et engagements syndicaux. On se souviendra notamment du cas de Xavier Mathieu, délégué syndical CGT de l'entreprise Continental, condamné à 1200€ d'amende par la cours d'appel d'Amiens pour avoir refusé un prélèvement ADN. Mais aussi de ces cinq syndicalistes de Roanne poursuivis en justice pour « dégradation ou détérioration légère d'un bien », d'abord condamnés pour avoir griffonné sur des murs durant le mouvement des retraites. Après une mobilisation d'ampleur, le juge vient en appel de décider d'abandonner toute sanction financière et toute inscription au casier judiciaire.

Trop de sanctions injustes ont été infligées qui ne visaient qu'à éteindre toute velléité de contestation. Et c'est parfois le simple affichage ou la distribution de tracts qui donnent lieu à des menaces ou assignations judiciaires ! L'action collective est pourtant un droit inhérent à toute démocratie. Ainsi, la Constitution de la Ve République reconnaît au citoyen le droit de défendre ses droits et intérêts ainsi que le droit de participer à la détermination des conditions de travail et à la gestion des entreprises (alinéas 6 et 8 du préambule de la Constitution de 1946).

Ces poursuites contre le monde syndical ont causé des dégâts considérables et participé à rendre délétaire le dialogue social dans notre pays. Le changement implique le retour au respect et au dialogue. Et cela commence par mettre en débat notre proposition de loi d'amnistie de tous les militants syndicaux menacés ou condamnés sous l'ère des gouvernements de la présidence de Nicolas Sarkozy, déposée à l'Assemblée nationale par les députés du Front de gauche. Elle se concentre sur les faits commis à l'occasion de mouvements sociaux et d'activités syndicales ou revendicatives, ainsi que sur l'amnistie des sanctions disciplinaires. Je crois que cet appel à plus de justice mérite d'être relayé dans tout le pays. J'ai voulu lui donner une plus grande ampleur en envoyant un courrier solennel au Président de la République. Oui, Monsieur le Président, il faut amnistier les syndicalistes !

Chronique publiée dans le journal La Terre.

Retrouvez en PDF la pétition lancée pour soutenir la proposition de loi d'amnistie déposée par les députés du Front de Gauche, et signez en ligne : <http://puy-de-dome.pcf.fr/Monsieur-le-President-il-faut.html>

## **Copé à la tête de l'UMP : « tout à redouter de cette droite agressive »**

Avec Jean-François Copé à sa tête, c'est une UMP revancharde, brutale, sans scrupule, qui repart à la bataille pour la reconquête du pouvoir. Les travailleurs de notre pays ont tout à redouter de cette droite agressive, dont le programme est une véritable provocation sociale. La guerre des chefs de l'UMP va se refermer mais elle vient de montrer de nouveaux dégâts démocratiques provoqués par une vie politique réduite au choc des egos.

Avec le Front de gauche, le PCF mettra toutes ses forces dans la bataille pour repousser les assauts de la droite et obtenir une politique de gauche qui tournera résolument le dos au pouvoir des forces de l'argent.

# Les Giboulées

... de Marx !

Quelques éclaircies par les Communistes du Chablais... Novembre 2012



## L'austérité, même appelée rigueur,

### ... ce n'est pas une politique de gauche ! Et ce n'est pas la solution à la crise !

#### MONSIEUR LE PRESIDENT, VOUS N'AVEZ PAS ÉTÉ ÉLU POUR FAIRE ÇA !

Bien qu'il s'en défende, François Hollande a bel et bien confirmé le virage libéral de sa politique lors de sa conférence de presse. Sur France Inter un économiste commentait pertinemment – et cruellement – la prestation du Président en soulignant que la politique annoncée par le président aurait pu être celle du précédent gouvernement. Libération parle, gentiment, de « social-réalisme ». Cela permet d'éviter le reproche de social-libéralisme et surtout sous-entend qu'il n'y a pas d'autre politique possible. C'est faux.



Les communistes, dans « les Giboulées de Marx », ne se contentent pas de dénoncer le caractère antisocial du cap pris par la politique gouvernementale, ils montrent qu'une autre politique est non seulement urgente, mais possible, que le réalisme est dans les propositions qu'ils font avec le Front de Gauche.

#### Pacte budgétaire européen, Pacte de compétitivité : le choix de la rigueur. Conséquences...

**Le Pacte budgétaire européen :** Officiellement Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance (TSCG). Le gouvernement l'a fait adopter par le Parlement, **sans le large débat public qu'exigeait un traité limitant la souveraineté nationale** dans le domaine essentiel qu'est le vote du budget et qu'aurait permis le recours au referendum. En 2005 les citoyens ont montré leur capacité à s'emparer d'un texte difficile et à en mesurer les enjeux. C'est cela que le gouvernement a voulu éviter, parce qu'il craignait le verdict des urnes. Crainte fondée. Comment défendre le TSCG, quand on se dit de gauche ? C'est, mot pour mot – le gouvernement a fini par l'avouer – le traité « Merkozy », concocté par Sarkozy et Merkel, que le candidat Hollande avait jugé mauvais et dit vouloir renégocier... **Il impose, sous le contrôle de la Cour de Justice de l'Union Européenne, la fameuse « règle d'or »**, durcie par rapport au traité précédent, puisqu'il faudrait atteindre, d'ici la fin du quinquennat, l'objectif d'un déficit ne dépassant pas 0,5 % de la richesse nationale, le PIB (Produit Intérieur Brut).

## 1- De l'argent, il y en a. Il faut avoir le courage politique d'aller le chercher là où il est !

### 1- Il est nécessaire et possible d'augmenter le rendement de l'impôt sur le revenu.

Cet impôt, par principe proportionnel aux revenus, doit prendre une place plus importante dans le budget de l'Etat. Les communistes et le Front de gauche proposent la création d'une tranche à 50 % pour les revenus supérieurs à 38000 € (c'est l'une des mesures de justice fiscale évoquées en page 4).

2- **Augmenter le rendement de l'ISF** (Impôt sur les grandes fortunes), en le rétablissant à son niveau initial, approuvé alors par les socialistes.



## 2- Se donner les moyens d'une politique de reconquête industrielle

### ❖ la création d'un pôle financier public

Ce réseau sera chargé d'une nouvelle mission de service public du crédit et de l'épargne, au service de l'emploi, de la formation, de la croissance réelle et de la préservation de l'environnement afin de sortir de la crise et de l'emprise des marchés financiers.

- ❖ **la taxation des importations de produits venant de délocalisations**
- ❖ **le remboursement des aides publiques par les entreprises qui licencient**
- ❖ **la fixation du SMIC à 1700€ bruts.** Cette mesure est présentée comme démagogique, insoutenable. Elle inquiète particulièrement les PME. Ses détracteurs omettent d'indiquer qu'il est prévu des mesures de soutien pour le financement des PME créatrices d'emplois. Outre qu'elle est une mesure de justice sociale urgente, elle est une **mesure nécessaire pour relancer la consommation, moteur de la machine économique.** Lors de la Grande dépression des années 30, le président Roosevelt, peu suspect de bolchevisme, l'avait comprise et avait fait adopter par le Congrès toute une série de mesures législatives incitant les entreprises américaines à augmenter les salaires.

## 3- Donner de nouvelles missions à la BCE (Banque Centrale Européenne)

La BCE, indépendante statutairement, échappe à tout contrôle démocratique. Elle s'est arrogé par contre le pouvoir, à la faveur de la crise, de donner des ordres aux Etats, exigeant toujours plus d'austérité, avec le succès que l'on peut admirer en Grèce. Elle s'interdit de prêter directement aux Etats, mais prête, à des taux très faibles, aux banques privées, lesquelles prêtent aux Etats, à des taux supérieurs, déterminés par le marché, c'est à dire par la spéculation. Avec le Front de Gauche, les communistes proposent une refonte des statuts et des missions de la BCE.

- Elle doit être placée sous contrôle démocratique.
- Elle doit pouvoir prêter directement aux Etats, à taux faible ou presque nul.

C'est le seul moyen de stopper, net, la spéculation sur les dettes souveraines (les dettes des Etats). Ces prêts doivent servir à promouvoir l'emploi, la formation, les services publics.

# AVEC OU SANS PAPIERS TOUS TRAVAILLEURS !

## **L'IMMIGRATION N'EST PAS UN FARDEAU, C'EST UNE RICHESSE**

A entendre la plupart des responsables politiques (y compris du Parti Socialiste) et des « experts » invités sur les plateaux télévisés, l'immigration est un fardeau que la France ne pourrait se permettre de supporter plus longtemps. **C'est devenu le bouc émissaire parfait : le chômage, la délinquance, la pauvreté, les fraudes, et même la crise, tous les grands maux qui traversent notre société trouveraient leur source dans l'immigration, qui viendrait fragiliser le « modèle » français.**

Pourtant, l'étude sérieuse de l'Histoire de la France nous démontre que l'immigration n'est pas un fardeau, c'est une richesse qui a largement contribué au développement de notre pays. **L'identité nationale est fantasmée par**

**ceux qui veulent défendre une France blanche et chrétienne** (comme Claude Guéant, ancien ministre de l'Intérieur qui disait que « toutes les civilisations ne se valent pas, il faut défendre la nôtre »). En réalité, l'identité de la France s'est forgée sur de nombreuses vagues d'immigrations (comme celle du Maghreb, dans les années 50 à 70, qui a apporté une main d'œuvre considérable), qui ont permis la multiplication des échanges marchands et culturels et la construction économique du pays.

De même, **les sans-papiers ne sont pas dangereux : ils sont en danger**, ayant quitté leur pays dans des conditions souvent difficiles, pour atteindre la France où ils sont isolés, employés sans contrat et traqués par la Police.

## **COLONISATION, FRANÇAIFRIQUE : LA BOURGEOISIE FRANÇAISE APPAUVRIT LES TRAVAILLEURS DU MONDE ENTIER**

Derrière la question des sans-papiers et des immigrés clandestins, généralement traitée par les médias de manière isolée, se trouvent les intérêts des véritables dirigeants de la France : **la grande bourgeoisie, propriétaire des marchés financiers et des multinationales qui asseyent leur domination sur le monde entier.**

Cette classe s'est développée dès la découverte des Amériques au XV<sup>ème</sup> siècle, par la colonisation : mise en esclavage des populations africaines, pillage des richesses, « construction » des pays colonisés selon les intérêts exclusifs des puissances occidentales...

**Au XX<sup>ème</sup> siècle, les nombreuses luttes populaires - appuyées par le mouvement communiste international - ont permis d'arracher l'indépendance des pays colonisés, au prix de grands sacrifices (1,5 millions de morts durant**

la guerre d'Algérie par exemple). Pour autant, les Etats occidentaux et les puissances capitalistes ont veillé à mettre en place des régimes permettant de maintenir leur domination sur ces pays, n'hésitant pas à encourager des guerres civiles. Aujourd'hui, **les grands bourgeois français Bouygues (n°1 du BTP mondial) ou Bolloré, détiennent des marchés gigantesques** en Afrique subsaharienne, d'où ils retirent des milliards de profits - en développant des infrastructures qui ne profitent qu'à une petite classe dominante complice, tandis que la misère des peuples est toujours aussi grande.

**Ce sont eux les véritables responsables de la crise et de la guerre, du sous-développement du « Tiers Monde » et de la mise en danger des peuples opprimés : selon le vieil adage, ils nous divisent pour mieux régner !**



**MOUVEMENT JEUNES COMMUNISTES - SECTION DE LILLE**  
[facebook.com/jeunescommunisteslille](https://facebook.com/jeunescommunisteslille) [jclille.wordpress.com](http://jclille.wordpress.com)



# FACE AUX EXPLOITEURS L'UNION FAIT LA FORCE !

## LES SOCIALISTES POURSUIVENT LA POLITIQUE DE SARKOZY

Alors que François Hollande a martelé, durant toute sa campagne, la promesse du changement pour se faire élire, son discours a bien changé une fois qu'il s'est installé au Palais de l'Élysée. Alors que dans ses meetings de campagne il ciblait « la finance » comme son ennemi principal, il a depuis mené toute sa politique dans l'intérêt de la bourgeoisie financière en faisant adopter le traité de l'austérité (TSCG), ou en nommant Manuel Valls (le « Sarkozy de gauche ») à la tête du Ministère de l'Intérieur. Ce dernier s'était déjà démarqué en regrettant qu'il n'y ait pas plus de

« blancs » au marché d'Evry, ville dont il est maire (comprenez qu'il y avait trop de Noirs et d'Arabes...). Depuis, il a poursuivi l'action de ses prédécesseurs en stigmatisant les Roms et les Musulmans (Jugeant normale la Une de l'Express montrant une femme portant une burqa et le titre « cet Islam sans gêne »), et continue à traquer les sans-papiers avec les mêmes préfets nommés par Sarkozy (comme D. Bur dans le Nord). Où est le changement promis par les candidats socialistes ?

**Le changement ne viendra que de notre lutte !**

## UNITÉ ET ACTION DES TRAVAILLEURS ET DES OPPRIMÉS DANS LA LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE !

Depuis des années, le Comité des Sans Papiers du Nord (CSP 59) organise les immigrés en situation irrégulière, dans la lutte pour la régularisation de tous les sans-papiers, pour la dignité et le respect de tous les êtres humains. Les Jeunes Communistes s'investissent dans ces actions, occupations et manifestations, et poursuivent le combat contre toutes les injustices du capitalisme.

Si la lutte populaire et concrète est indispensable (pour permettre par exemple au CSP d'avoir un RDV régulier de défense argumentée des dossiers en préfecture), il faut y allier la lutte idéologique, pour analyser en profondeur nos sociétés et déterminer la stratégie à employer pour éradiquer les injustices. Cette lutte est menée d'avant-garde par le mouvement communiste : c'est parce que depuis un siècle

et demi, des millions de femmes et d'hommes ont rejoint la lutte révolutionnaire, que nous avons arraché des conquêtes sociales (congés payés, sécu, etc), qu'un mouvement internationaliste de solidarité concrète a pu voir le

jour, et surtout que nous donnons un sens historique à notre bataille quotidienne. Nous militons pour le socialisme, système économique et politique fondé sur le pouvoir aux travailleurs, débarrassé des profiteurs, de la lutte de classes et de l'obscurantisme (racisme, intégrisme, etc). Sur tous les fronts, nous déclinons ce projet révolutionnaire sur des questions matérielles dans nos propres campagnes (la gratuité des transports en commun, la gratuité des études) et nous nous investissons dans de nombreuses luttes (avec le CSP, mais aussi la CGT, le MRAP, le Secours Populaire, l'AFPS...).

**L'union fait la force : rejoignez-nous !**

### TRAVAILLEURS



**MOUVEMENT JEUNES COMMUNISTES - SECTION DE LILLE**  
[facebook.com/jeunescommunisteslille](https://facebook.com/jeunescommunisteslille) [jclille.wordpress.com](http://jclille.wordpress.com)

